

L'euro et le coût de la vie

Opinions couramment entendues :

- le passage à l'euro s'est accompagné d'une forte augmentation des prix ;
- si les prix continuent d'augmenter, c'est la faute à l'euro ;
- depuis le passage à l'euro, tout est cher ;
- le pouvoir d'achat diminue. C'est la faute à l'Europe, et en particulier à l'euro.

Diagnostic :

Les français, dans une large proportion, mettent sur le compte de l'euro l'augmentation des prix à la consommation et la baisse du pouvoir d'achat. Ils établissent, à tort ou à raison, un lien entre le passage à l'euro et la cherté de la vie en général. Et, allant au-delà, une forte proportion n'hésite pas à dire que « tout ça, c'est la faute à l'Europe ».

Réponses :

1. La période du passage à l'euro

En 2001, les industriels et la grande distribution ont anticipé le blocage des prix décrété pour six mois en 2002. Après cette période de blocage, les prix ont recommencé à augmenter pour « rattraper » le manque à gagner. On peut donc dire en effet que le blocage des prix a eu l'effet inverse, conduisant à une hausse supérieure à ce qu'elle aurait dû être. Il faut y ajouter l'effet des « arrondis » en général vers le haut dans la traduction des prix en francs vers des prix en euros.

Donc, en effet, entre 2001 et 2003, le passage à l'euro a contribué à une augmentation des prix qui n'aurait pas eu lieu autrement.

Mais on ne peut plus dire cela en 2006. Le passage a eu lieu et cet effet réel limité dans le temps a cessé de s'exercer.

2. Les éléments objectifs

Depuis 2003, le prix des denrées alimentaires a augmenté plus vite que le coût moyen de la vie. C'est souvent vrai, mais l'euro n'a rien à voir là-dedans. Cela est dû notamment aux sécheresses à répétition et aux intempéries qu'on a connues depuis cette date, et c'est très variable selon les secteurs (influence forte sur le prix des fruits et légumes, et en 2006 sur le blé).

Dans le secteur du logement, les prix ont aussi explosé, mais cette hausse avait commencé en 1997 – 1999, donc bien avant le passage à l'euro, et a continué après. Le moment où elle a commencé à peser de manière substantielle sur les dépenses

des foyers a coïncidé avec le passage à l'euro, conduisant ainsi à faire un rapprochement indu entre les deux événements.

D'autre part, les modes de vie ont changé, surtout récemment, et l'évolution de la répartition des dépenses le montre bien :

- En 1960, l'alimentation représentait 26% du budget d'un ménage, les transports, le logement et l'habillement de 11 à 12% chacun ;
- En 2005, l'alimentation ne représente plus que 14%, l'habillement 5% ; par contre, les transports sont passés à 15% et le logement à 25% (pour les locataires et les propriétaires remboursant un emprunt)

3. Les aspects psychologiques

Dans leur grande majorité, les français n'ont pas encore appris à compter en euros. Le chiffre affiché est environ six fois plus petit qu'avant, et lorsqu'on fait son marché on n'a pas une claire vision de l'évolution des prix. Cela conduit à acheter sans véritable repère, et en fin de mois quand la bourse est vide plus tôt qu'auparavant, on met cela sur le compte de l'augmentation des prix et on rattache inconsciemment cela au passage à l'euro, seule explication simple et facile.

Exemple de perte de repère : le comportement de l'automobiliste pour faire le plein d'essence. Auparavant, quand la pompe du supermarché affichait 30 centimes de moins que la pompe de la station service indépendante, on n'hésitait pas à faire un détour pour aller faire le plein. Aujourd'hui, on fait beaucoup moins ce détour parce que « ça ne vaut pas le coup pour 4 ou 5 centimes d'écart », alors que le différentiel est le même en valeur.

On est plus attentifs au prix des choses qu'on achète tous les jours : si ces prix augmentent, on s'en aperçoit vite, et on focalise dessus pour estimer que l'inflation galope (le pain, la viande, l'essence, etc). Par contre, les biens durables qu'on ne renouvelle qu'au bout de plusieurs années ne sont pas bien repérés ; or, ce sont ceux qui, en général ont tendance à baisser.

Exemple : lecteurs de DVD -6%/an depuis trois ans

Par conséquent, si les caddies sont moins remplis en fin de mois, ce n'est pas parce que les prix des denrées alimentaires ont augmenté, c'est parce qu'on est obligés de se restreindre sur les achats quotidiens ou hebdomadaires quand les dépenses incontournables mensuelles ont été prélevées automatiquement en début de mois

4. Les nouveaux besoins

Avec un pouvoir d'achat quasiment identique, les besoins considérés comme « incontournables » ont vu leur nombre augmenter, surtout récemment : téléphone portable, connexions Internet, télévision par satellite, baladeurs, lecteurs de DVD, etc. Il reste donc une somme inférieure pour satisfaire les anciens besoins de base, en particulier la nourriture et le logement.

Coût de ces besoins nouveaux : le portable, souvent plusieurs par famille (forfait mensuel à 45€) ; connexion internet à 30€/mois, télévision par satellite 35€/mois, etc... Sans parler de l'investissement initial à renouveler régulièrement : ordinateur à 600-1000€, portables de 0-200€, MP3 à 300€, téléviseurs à 300-1000€,...

Les ménages ont ainsi accru leurs achats dans ces secteurs ou ont été tentés de monter en gamme (télés à écrans plats, lecteurs enregistreurs de DVD), au lieu d'accroître leurs achats alimentaires ou d'épargner.

5. Inflation et pouvoir d'achat

Les français ont tendance à surestimer l'inflation. Même si on écarte l'indice des prix à la consommation de l'INSEE, qui abuse des moyennes parfois jusqu'à l'absurde, et qu'on prend de nouveaux indices plus conformes à la réalité vécue par les gens (celui des centres Leclerc, celui de l'INC), l'inflation « ressentie » est toujours supérieure à l'inflation réelle calculée avec ces nouveaux indices (étude TNS/SOFRES).

Les français ont un pouvoir d'achat qui a peu augmenté en 5 ans. Il a néanmoins augmenté : en 2005, le chiffre serait de 1,6% selon l'INSEE, de 0,9% selon l'INC. Cela traduit le fait que, en moyenne, les salaires augmentent légèrement plus vite que l'inflation depuis 1997.

Cependant, ces moyennes cachent de grosses différences entre les différentes catégories sociales : les jeunes de moins de 30 ans, les ouvriers, les employés, certaines professions intermédiaires et les chômeurs sont plus touchés que les autres.

Conclusion

- Il n'y a pas de lien objectif entre l'inflation et le fait d'utiliser l'euro à la place du franc ;
- une inflation réelle anormale a eu lieu lors du passage à l'euro, mais celle qui est ressentie aujourd'hui par les français et qui est toujours attribuée à l'euro a en grande partie un fondement psychologique dû à la perte des repères de prix traditionnels ;
- le sentiment de perte de pouvoir d'achat est surtout dû à l'apparition de nouveaux besoins considérés comme incontournables, dans des proportions supérieures au réel accroissement du pouvoir d'achat depuis 5 ans. Ceci conduit à des restrictions sur les besoins de base, en particulier les denrées alimentaires, dont les prix ont par ailleurs pâti des aléas climatiques récents ;
- l'indice de l'INSEE des prix à la consommation reflète mal le quotidien des français ; il serait utile d'en définir un (ou plusieurs) plus proches de la réalité.